

ÉTABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES

LE BICENTENAIRE AU CINQUANTENAIRE AUX MAINS DU SECTEUR PRIVÉ ?

Dans son édition de septembre 2024 (voir « d » n°420, pp.8-11), *diagnostic* dénonçait le projet de *masterplan* (plan directeur) porté par l'ASBL Horizon 50-200, chargée de la « redynamisation » du site du Parc du Cinquantenaire à Bruxelles, en prévision du Bicentenaire de la Belgique en 2030 ; un projet qui a délibérément court-circuité le débat parlementaire mais qui se poursuit.

En réalité, il s'agit d'une grande opération immobilière, menée dans la précipitation, sans aucune concertation préalable (au mépris des statuts de l'ASBL même), sans réel accord du gouvernement fédéral et surtout sans aucune prise en compte de la nature patrimoniale des institutions sur le site que l'on veut démanteler. Ce sont trois ministres socialistes sortants du gouvernement A. DE CROO qui mènent cette attaque frontale à l'encontre des Établissements scientifiques fédéraux que sont le Musée royal de l'Armée (MRA, le plus impacté, avec une suppression prévue de 50% des salles d'exposition actuelles) et le Musée d'Art et d'Histoire (MRAH).

De nombreuses irrégularités ont été commises par cette association, à l'origine composée de ces ministres et de hauts fonctionnaires. Elle se trouve aussi entachée d'un fameux conflit d'intérêt, son président étant Bruno VAN LIERDE, le président de Tempora, une firme privée, spécialisée dans les expositions temporaires et la gestion de musées.

À la suite de nos révélations, l'étrange ASBL Horizon 50-200 a essayé de se mettre en ordre par un long erratum publié au *Moniteur belge* (26.09.2024), mais les comptes et les administrateurs ne sont toujours pas repris à la Banque-Carrefour des Entreprises. Restée inactive depuis lors, l'ASBL vient d'être invitée le 10 décembre 2024 par Alain DENEFF (aujourd'hui élu député chez Les Enga-

gés) dans les locaux de la Fondation Roi Baudouin (FRB).

Bilan : non seulement aucune réponse n'a été apportée aux sévères critiques émises sur leur mauvaise gouvernance, mais aucune modification du plan de démantèlement des musées n'est envisagée afin « *de ne pas compromettre l'obtention du budget nécessaire [160 Mios] auprès du futur nouveau gouvernement* » ! Seule modification, pour amadouer manifestement les partis nationalistes flamands qui pourraient regimber à célébrer la seule Belgique : 2030 serait aussi mis sous le sceau des 50 ans des entités fédérées.

Le « masterplan » et Autoworld

La persistance de cette ASBL dans un projet aussi controversé, en dépit de critiques dument étayées, interpelle profondément.

Tentons d'éclairer d'un jour nouveau les dynamiques à l'œuvre et les réseaux qui sous-tendent le dépeçage annoncé de ces deux grands musées fédéraux.

Au départ, et de façon logique, c'était d'abord au centre d'exposition Autoworld à procurer les espaces nécessaires aux célébrations (création d'une agora et d'un nouvel accès au



Le site du Cinquantenaire

MRAH via l'esplanade, tout proche des entrées d'Autoworld et du MRA, avec migration d'une partie des collections en sous-sol) car seuls 40%

de la halle sud sont occupés par les collections d'anciennes voitures.

De plus, Autoworld ne possède pas de collections en propre (tel un musée), mais héberge les automobiles de collectionneurs, qui sont des « objets » privés, aisément déplaçables, contrairement aux artefacts du MRA et du MRAH. À la charnière 2023-2024, ce premier projet a cependant été contré puis abandonné en définitive. Creusons.



La halle occupée par Autoworld

Autoworld, le Centre mondial de l'Automobile (n° d'entreprise 0430.368.610), a été fondé par le ministre (aujourd'hui ministre d'État) libéral flamand (Open VLD) Herman DE CROO. Formé chez les Jésuites puis à l'ULB, il est le père du Premier ministre sortant, Alexander DE CROO (Open VLD). H. De Croo en est toujours administrateur après en avoir été le président ; auquel a succédé en 2022 Guy VERHOFSTADT, ancien Premier ministre (VLD) et parlementaire européen. Pour la suite, on relèvera notamment qu'un des administrateurs est Jacques DENEFF, grand collectionneur de voitures anciennes qui les expose là-bas. Quant au scénographe attitré d'Autoworld, il s'agit d'une personne déjà connue : Bruno VAN LIERDE, président de la firme Tempora...

Que s'est-il passé pour expliquer un tel revirement dans le plan d'origine dont les grandes lignes avaient pour-

tant été approuvées par le gouvernement fédéral en juillet 2023 ? La majeure partie de la halle sud (ancien Palais mondial) est dévolue à la sous-location (depuis près de 40 ans, ce qui est pourtant interdit par le bail, conclu avec la Régie des Bâtiments, sauf accord préalable et écrit du bailleur (v. arrêté royal du 24 juin 2021, Art.4) à des événements privés qui n'ont rien à voir avec l'histoire de l'automobile, ce qui rapporte environ 2 Mios d'euros par an. La location de la halle à la Régie ne coûtait que 80.000 Eur/an pour 14.000 m², soit dix à vingt fois moins que la location d'un entrepôt où disposer des voitures : le calcul est vite fait.

Or, le bail devait normalement se terminer en juin 2025. Alors qu'en 2021 (quand le bail fut renégocié), la question d'espaces à prévoir pour le Bicentenaire était déjà mentionnée, le bail fut curieusement prolongé de neuf ans, sans remise en concurrence, par A. DE CROO sur proposition de Mathieu MICHEL (MR), chargé de la Régie, jusqu'en 2030, renouvelable une fois (*arrêté royal du 24 juin 2021*, MB 14.07.2021). Juste avant les élections, A. DE CROO portait le bail de 2021 à 20 ans, jusqu'en 2041 (*arrêté royal du 11 juillet 2021*, MB 24.07.2024), à des conditions demeurant très avantageuses (le loyer passant à environ 150.000 euros/an) tout en obtenant, en sus, un investissement de près de 7,8 Mios de la Régie pour la rénovation d'espaces de location, interdits en principe !

Tout cela fut ficelé lors du dernier conseil des ministres en mai 2024, sans qu'aucune évaluation ne soit réalisée sur les bilans et comptes de cette ASBL qui est en réalité une société privée particulièrement rentable. Comme pour Horizon 50-200, on peut se demander si l'Inspection des Finances inspecte encore quelque chose...

Une fois la pérennité des locaux et des recettes assurés - quitte à ce que cela se fasse au détriment des musées publics voisins -, il restait à garantir les intérêts d'Autoworld, le temps de gestation du projet du Bicentenaire.

Horizon 50-200, Autoworld et la Fondation Roi Baudouin

La structure faitière du Bicentenaire est l'ASBL Horizon 50-200, fortement soutenue par les ministres francophones - cette fois-ci, socialistes - chargés du dossier (la politique belge n'est-elle pas fascinante ?). Le patron-scénographe attiré d'Autoworld, B. VAN LIERDE, fut désigné comme président, créant un conflit d'intérêt majeur et on plaça en mai 2024 Isabel CASTELEYN comme nouvelle directrice, histoire de s'assurer que le



projet du Bicentenaire ne menacerait plus jamais Autoworld. En effet, Isabel Casteleyn est la femme de Melchior WATHELET Jr., ancien secrétaire d'État (CdH devenu Les Engagés) et aujourd'hui président du Circuit de Spa-Francorchamps, SA de droit public et de la SA Spa-Grand Prix, une grande compétition automobile en Wallonie. Le lien avec le secteur automobile semble donc direct, d'autant plus que les statuts corrigés en septembre 2024 prévoient dorénavant que l'actif d'Horizon 50-200, en cas de dissolution, pourrait revenir à Autoworld !

Revenons à l'accueil en décembre passé, par la FRB, d'une ASBL comme Horizon 50-200, aussi sérieusement mise en cause, ce qui ne manque pas d'étonner. Le roi Baudouin ne doit-il pas se retourner dans la tombe, vu le sort réservé par le « masterplan » au site créé par son aïeul et, plus largement, aux collections fédérales menacées, de même que les collections de la donation royale mises en dépôt au MRA ? Comment un organisme royaliste par nature et qui publie des recommanda-

tions de bonne gouvernance pour les associations en Belgique peut-il continuer à soutenir une telle association qui œuvre à la disparition de collections inestimables de l'État, alors qu'elle-même se targue d'incarner la sauvegarde du patrimoine culturel ?

On rappellera que la FRB collecte et gère de nombreux fonds à cette fin (dont un destiné à Horizon 50-200, mais dont il n'est pas possible de connaître les administrateurs, étant donné la totale opacité sur ses fonds entretenue par cette fondation, pourtant d'utilité publique). On notera aussi que Hakima DARHMOUCH, ancienne journaliste de la RTBF, est administratrice à l'ASBL Horizon 50-200¹; on la voit aussi « monter », au 1^{er} janvier 2024, comme administratrice à la Fondation Roi Baudouin : un représentant des médias est évidemment un relai essentiel pour toute opération de cette envergure, relai médiatique qui se trouve renforcé par de tels croisements entre institutions.

Comment donc expliquer un tel paradoxe et une telle « vulnérabilité » aux visées du secteur de l'immobilier (et de l'automobile) ? Pour avoir remis en selle Horizon 50-200, ne faut-il pas voir dans l'invitant à cette conférence un représentant de cet autre pilier² qui apparaît agir en tant « qu'agent facilitateur » entre ce monde de l'immobilier et les autres parties prenantes (en ce compris l'Union européenne et la Ville de Bruxelles ; sujets

¹ Le même dispositif consistant à intégrer un journaliste dans son conseil d'administration avait déjà été employé par Autoworld lors de sa création, en la personne du journaliste Alain Van den Abeele, spécialisé dans les sports mécaniques pour la RTB(F).

² Pour la définition des « piliers » en Belgique, v. le CRISP : <https://www.voculairepolitique.be/piliers/>

qui devraient être abordés par ailleurs) ?

Certains piliers et leurs associations sont représentés et disposent de fonds de collecte d'argent au sein de la FRB, y compris certaines très marquées, tels le collège jésuite Matteo Ricci à Anderlecht ou le Jesuit European Social Center, émanation de l'Union mondiale des anciens élèves des Jésuites, qui sont dirigées actuellement ou par le passé par Alain DENEEF. Formé chez les Jésuites puis à l'ULB, consultant spécialisé dans l'immobilier (il a été dirigeant chez CIT Blaton, d'où provient l'ancienne présidente d'Horizon 50-200), il est notamment président de l'European Quarter Fund, « *abondé par les promoteurs immobiliers du Quartier européen* », d'EquAMA dont l'objet est d'animer les espaces publics et du bâtiment StamEuropa, tous directement gérés ou situés dans le giron de la FRB, qui se présente pourtant comme simple observateur extérieur au dossier. Fondateur du think tank (groupe de réflexion) Aula Magna qui s'occupe de rénovation urbaine, Alain Deneef ne fait pas mystère de ses grandes qualités de lobbyiste, se définissant comme « animateur de coalitions » sur Wikipedia. Il semble peu probable qu'il n'ait pas de contacts avec Autoworld où son père, Jacques, est administrateur. Il est aussi membre du Quartier des Arts ASBL dont le président d'honneur est le roi Albert II en personne.

Un réseau impressionnant entre partis, familles et intérêts privés

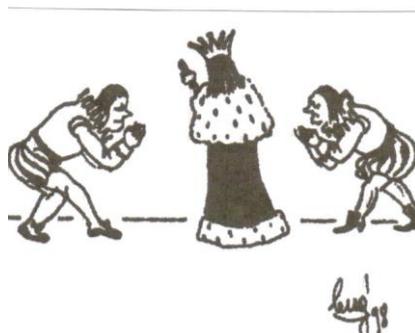
Les réseaux et les enjeux sous-jacents qui paraissent soutenir littéralement le projet à bout de bras mériteraient assurément une attention approfondie. Ils peuvent expliquer la résilience d'Horizon 50-200 malgré ses énormes failles de bonne gouvernance, son manque de légitimité, voire son illégalité.

Le modèle général visé, porté par Horizon 50-200 et qui paraît se dégager au travers de ces diverses ramifications, est celui où l'on ferait péricliter les musées fédéraux du

Cinquantenaire au profit d'intérêts privés indirects (Autoworld) ou directs (notamment Tempora, les bureaux et entreprises de construction) en vidant les collections fédérales pour laisser le champ libre aux promoteurs immobiliers et aux architectes d'intérieur pour les futures nouvelles scénographies ou pour des « agoras » au profit d'opérateurs privés, qui investiront les espaces récréatifs et d'exposition (mais de quelle pertinence et quelle qualité ?) ainsi créés.

Nous avons donc affaire à une organisation véritablement tentaculaire où chaque participant paraît apporter sa pièce au puzzle, fait de copinages, d'échanges de « bons procédés » entre partis politiques et sous-tendu par de solides relations familiales, idéologiques ou d'affaires. Le Bicentenaire présente toutes les apparences de se trouver confisqué par une poignée de personnes qui se connaissent toutes et qui renforcent leurs liens autour de cette « opération spéciale » destinée à sceller le sort néfaste des musées sur le site, au seul profit du secteur privé.

L'appel précédent à lancer une enquête parlementaire conserve toujours sa pertinence afin de faire toute la lumière sur l'ensemble des acteurs, leurs interfaces qui constituent autant de masques, ainsi que les flux et les implications financières que l'on s'évertue à cacher. De même, le lancement de l'appel au concours d'architecture prévu en mars 2025 devrait être reconsidéré.



AFFICHAGE

Beaucoup s'interrogent sur le droit d'affichage aux valves par les organisations syndicales et pensent -à tort- que ce droit est strictement réservé aux organisations syndicales « représentatives » faisant partie des trois piliers. Cette perception n'est pas correcte ; en effet l'art. 16 de la *loi du 19 décembre 1974* organisant les relations entre les autorités publiques et les agents relevant de ces autorités prévoit :

Les organisations syndicales agréées peuvent, aux conditions fixées par le Roi : (...)

3° afficher des avis dans les locaux des services.

Le droit d'affichage appartient donc à TOUTES les organisations syndicales, qu'elles soient « représentatives » ou agréées.

Le représentant syndical -quel qu'il soit- doit requérir le visa de l'autorité pour les afficher. Ce visa ne peut être refusé, sauf si le document sort du champ d'application de la défense des agents et du statut syndical.

Le GERFA vient d'éditer une affiche décrivant ses activités et les services qu'il rend. Vous pouvez vous procurer cette affiche au secrétariat (gerfadia@yahoo.fr) pour la placer aux valves de votre service !

Trois formats sont disponibles

A3 : 297 x 420
A1 : 594 x 910
A0 : 910 x 1188

La petite dimension constitue la base de l'affiche tandis que la grande dimension constitue sa hauteur.

Veuillez bien préciser dans votre demande le format souhaité.

